

LA UNE La petite enfance en grand

La [Semaine Nationale de la Petite Enfance](#) s'est déroulée entre les 15 et 22 mars 2025, avec beaucoup de créativité dans les lieux d'accueil un peu partout sur le territoire. Pour sa 12^e édition, elle a réuni plus de 2 millions de participants autour d'un thème : "Encore ! Jouer à l'infini". Cet événement incontournable de la petite enfance, porté par l'association [Agir pour la petite enfance](#), mobilise parents, professionnels et collectivités pour mettre en lumière le rôle fondamental du jeu et de la création dans l'éveil et le développement des jeunes enfants.



Partout en France, des centaines d'initiatives : conférences, spectacles d'art vivant, ateliers d'éveil, cafés parents, installations interactives, et bien plus encore... Les lieux d'accueil sont dans la proximité de véritables lieux culturels et familles.

En illustration, les Petits Soleils, lieu d'accueil associatif mulhousien, ouvert de 6 h à 20 h, avait choisi le thème des couleurs pour cette semaine 2025.

Service public de la petite enfance : enfin un décret d'application !

Plus de 15 mois après la promulgation de la loi qui a instauré le service public de la petite enfance, un premier décret d'application très attendu est enfin sorti. Ce [décret du 20 mars 2025](#) détaille le contenu des "schémas pluriannuels de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant", rendu obligatoire pour certaines communes. [Lire l'article](#).

Un rapport sénatorial

Le Sénat avait décidé en octobre 2024 de réaliser une [mission sur l'efficacité du contrôle des établissements d'accueil du jeune enfant](#) et sur ses éventuelles défaillances. Les sénateurs L. Muller-Bronn (LR-Bas-Rhin), O. Henno (UC-Nord) et É. Poumirol (PS-Haute -Garonne) se sont intéressés notamment à la gouvernance et l'action des autorités de contrôle aux niveaux local et national, à l'efficacité des moyens et outils à leur disposition ainsi qu'à l'amélioration de l'évaluation de la qualité des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE). Leur rapport a été rendu public le 19 mars 2025. [Lire l'article](#), le [rapport](#), [la synthèse](#).

L'ancienne ministre Sarah El Haïry nommée haute-commissaire à l'enfance

C'est un visage familier que retrouvent les acteurs engagés auprès de l'enfance. L'ancienne ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles, Sarah El Haïry, devient, à nouveau, leur interlocutrice en endossant cette fois la fonction de haute-commissaire à l'enfance. Après des semaines de flottement, sa nomination a été annoncée officiellement lors du conseil des ministres du 5 mars 2025.



ACTION FAMILIALE

"La politique familiale est notre première préoccupation." (Bernard Tranchand)

Le samedi 15 et dimanche 16 mars 2025, l'Unaf a réuni, à Caen, les présidentes et présidents des Udaf et Uraf et les directrices et directeurs des Udaf pour leur rencontre nationale. Retrouvez en ligne [les extraits de l'allocution](#) de Bernard Tranchand, vice-président de l'Unaf, relatifs à la politique familiale. Celui-ci a notamment rappelé l'attente d'une réforme du congé parental, suspendue par la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024, des modes d'accueil du jeune enfant disponibles et de qualité (*voir la page précédente*), une meilleure prise en charge fiscale et sociale de la charge d'enfant. Fin mars, l'Unaf fait part des conclusions de son Observatoire sur la parentalité aujourd'hui. 9 000 parents ont répondu à l'enquête Familles sur l'ensemble du territoire grâce à la participation de 45 Udaf et 8 Uraf.

80 ans d'action familiale et de représentation des familles

Le 3 mars 1945 était signée l'ordonnance portant création de l'Unaf et des Udaf. Créées la même année que la Sécurité sociale, elles défendent les intérêts des familles auprès des pouvoirs publics et portent des services d'intérêt familial. Cet anniversaire est l'occasion de [valoriser le travail de l'institution](#), experte des familles et engagée à leurs côtés. Depuis 1945, porté par les associations familiales membres, le réseau Unaf-Udaf-Uraf constitue "[la Force des familles](#)". L'année 2025 sera marquée par une succession d'actions mobilisatrices : concours de dessins d'enfants, carte blanche à des artistes, exposition historique. Le point culminant sera l'assemblée générale de l'Unaf qui aura pour titre "Les familles sont une force, nous sommes la force des familles", les 14 et 15 juin à Dijon.

80 ans de sécurité sociale

La Sécurité sociale a été créée par les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945, il y a 80 ans. Cette institution inscrite dans le quotidien des Français est paradoxalement mal connue. Trois associations d'histoire, l'AREHSS Lorraine Champagne-Ardenne, la délégation CNAHES Grand Est et le CRHSS Alsace-Moselle ont pris l'initiative de rendre compte de cet anniversaire selon des modalités coconstruites en partenariats multiples, en souhaitant pouvoir compter sur l'implication des grandes centrales ouvrières et patronales, des organismes de Sécurité Sociale, des Universités et des grandes écoles. [Vous en saurez plus ici.](#)

Le 28 février 2025, le Conseil constitutionnel a rendu sa décision sur la [loi de financement de la sécurité sociale pour 2025](#). Dans la foulée, la loi a été promulguée et publiée au journal officiel du même jour. Le Conseil constitutionnel a censuré 14 articles sur les 102 articles que le projet de loi contenait. 12 articles ont été considérés comme des "cavaliers" sociaux c'est-à-dire des articles n'ayant pas d'effet direct sur les dépenses ou les recettes des régimes obligatoires de base ou des organismes concourant à leur financement. [Retrouvez le détail ici.](#)

80 ans de la Libération

De novembre 1944 à février 1945, il a fallu deux mois et demi de combat des forces alliées pour libérer les 160 kms de front entre Strasbourg et Mulhouse dans des conditions météorologiques extrêmement difficiles. On estime que les pertes de la Première armée française s'élevaient à plus de 6000 tués pendant ces quelques semaines et plus de 20 000 blessés. Idem pour la 7^{ème} armée américaine. A la [Nécropole Nationale de Sigolsheim](#) reposent 1589 soldats français parmi lesquels près de 800 Nord-africains (dont les effectifs totaux représentaient deux tiers de la 1^{ère} armée française). Le [Musée Mémorial des Combats de la Poche de Colmar](#) célèbre la mémoire des victimes civiles et militaires de ces combats pour la Liberté. Il accueille les visiteurs du 29 mars au 21 décembre 2025 au 25, rue du Conseil à Turckheim.

HISTOIRE LOCALE

Les années en 5 : une histoire et des commémorations

Il est né à Kaysersberg en 1875. Cette année 2025 nous rappelle donc au souvenir de cet Alsacien illustre, Albert Schweitzer, Prix Nobel de la Paix, dont nous célébrons le 150^{ème} anniversaire de la naissance. Ce citoyen du monde qui a parcouru l'Afrique pour son activité médicale et humanitaire et l'Europe pour ses conférences est toujours resté très attaché à sa région natale et à son village de Gunsbach. C'est là-même que la [Maison Albert Schweitzer](#) vous accueillera pour découvrir la vie et l'œuvre de ce grand pionnier de la médecine humanitaire.

*

Un grand bond en arrière encore pour commémorer la grande insurrection populaire qui a touché l'Alsace, mais aussi une partie de la Lorraine et de la Franche-Comté, il y a 500 ans, en 1525. Connue sous le nom de la Guerre des Paysans, elle est aujourd'hui presque tombée dans l'oubli, même dans notre région. Cette partie occidentale, d'ailleurs alors appelée Westrich, du Saint-Empire Romain Germanique, a été le théâtre d'affrontements sanglants entre les insurgés et les armées duciales mobilisées par les seigneurs locaux pour réprimer les paysans. En mai 1525 ce furent plus de 20 000 combattants-paysans qui furent massacrés à Saverne, Scherwiller ou encore Chatenois, par les troupes du Duc Antoine de Lorraine. Certains historiens considèrent cet épisode tragique comme les prémices de la Révolution Française. Vous retrouverez sur le site de la région Grand Est le calendrier des événements : [Les rustauds racontent et chantent la guerre des paysans de 1525](#).

Le centenaire des Arts Décos

Le centenaire de l'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels modernes est l'occasion d'[une exposition](#) sur le siège social nancéien de la Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson et son décor. Ce bâtiment est un témoin remarquable de l'Art déco au service de l'industrie. L'exposition permet de découvrir l'architecture telle qu'elle a été conçue, et ce, grâce à une ouverture exceptionnelle aux visiteurs du bâtiment, propriété de l'Université de Lorraine. Les visites, du 31 mars au 31 août 2025, sont gratuites mais sur inscription obligatoire.

Le style Art Déco a marqué les années d'entre-deux-guerres, comme l'avait fait l'Art Nouveau pour les années 1900. Cette mode, d'abord française puis internationale, exprime le besoin de renouveau et de modernité si vivace au lendemain du premier conflit mondial. Nancy, déjà ville de l'Art Nouveau, avait tous les atouts pour rester une capitale artistique de premier plan au cours des années 1920-30. Même s'il est peut-être moins mis en valeur, ce courant artistique est omniprésent dans la ville qui détient [un important patrimoine architectural](#).

Patrimoine

Les bâtiments industriels de l'usine de Rombas (Moselle), ancien fleuron de la sidérurgie lorraine, en friche depuis sa fermeture à la fin du XX^e siècle, sont des témoins rares de toute l'histoire industrielle et sidérurgique de la région. De ce site immense, seuls trois bâtiments ont été conservés : l'atelier central, dit "Locotracteur", un édifice emblématique, le bâtiment "Energie", aujourd'hui réhabilité en espace de bureaux, et le magasin général. Ce dernier est amené à devenir le lieu de vie central du futur quartier des Portes de l'Orne en création. L'atelier sera reconverti en halle gourmande et festive, avec l'aide de la [Fondation du Patrimoine](#). S'y implanteront marché couvert, food-court, bar-restaurant, épicerie solidaire et coopérative, consacrés à la valorisation des circuits-courts et à l'agriculture urbaine.

Bon à savoir

Une fiche conseil, réalisée par la DRAC Grand Est, à destination des particuliers, des élus et des professionnels du bâtiment, présente les bonnes pratiques pour une intégration architecturale et paysagère harmonieuse, des panneaux photovoltaïques dans les zones patrimoniales sensibles, à l'échelle de la région. [C'est à lire ici](#).

SECURITE

Violences faites aux femmes

La Ville de Metz l'avait annoncé, dans son [plan pour lutter contre les violences faites aux femmes](#) : après les places de parking réservées aux femmes ou le [dispositif Angela](#), la mairie distribue des porte-clés d'alerte aux femmes de la ville qui en font la demande. L'objectif est de dissuader de potentiels agresseurs et de lancer l'alerte si elles sont victimes de violences dans la rue. Les porte-clés sont à retirer gratuitement au Cap (espace étudiant et associatif, place de la République) et dans toutes les mairies de quartier de Metz, sur présentation d'une pièce d'identité et d'un justificatif de domicile.

Violences routières

A la suite de la mort tragique le 15 octobre dernier de Paul Varry, cycliste victime d'un homicide par un automobiliste à Paris, les ministres en charge des Transports et de la Sécurité du quotidien ont confié à Emmanuel Barbe une mission intitulée "Contre les violences, protéger tous les usagers de la route". Un sujet que la Ville de Nancy et la Métropole du Grand Nancy entendent prendre à bras le corps, tant sur la réalisation d'aménagements sécurisés que sur des contrôles conjoints entre police municipale et nationale pour assurer la sécurité de tous. Emmanuel Barbe était le 12 mars 2025 à Nancy.

Une nouvelle doctrine d'action des forces de l'ordre

Le ministre de l'Intérieur a présenté aux préfets une nouvelle doctrine d'action des forces de l'ordre à mettre en œuvre dans les villes les plus touchées par le trafic de stupéfiants, la délinquance, l'immigration irrégulière et le repli communautaire. L'objectif : reprendre le contrôle de la voie publique et démanteler durablement les filières. [Lire la circulaire du 12 février 2025](#). [Lire l'article](#).

La sécurité sur Internet

Face à la recrudescence des violations massives de données personnelles en 2024, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) publie [un document](#) destiné principalement à informer les organismes disposant de nombreuses données personnelles à la fois sur les méthodes des pirates informatiques et sur les moyens de s'en protéger. Cette publication s'inscrit dans le prolongement du [plan stratégique 2025-2028](#) qui fait de la cybersécurité l'un de ses quatre principaux axes. [Lire l'article](#).

Violences conjugales

Le 23 janvier 2025, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rendu un [arrêt important](#) sanctionnant la France pour avoir condamné une femme qui refusait les relations sexuelles avec son mari. L'arrêt de la CEDH pourrait marquer un tournant dans l'évolution du droit relatif à la liberté sexuelle et à la vie privée. [Lire l'article](#).

Docteure en histoire et agrégée, Frédérique Neau-Dufour a été directrice du Centre Européen du Résistant Déporté (Struthof), sur le site de l'unique camp de concentration nazi implanté en France. En septembre 2022, elle a publié [La Villa des genêts d'or](#) (La Nuée bleue), un roman dont l'intrigue se situe dans cette haute vallée de la Bruche. Aujourd'hui chargée de la stratégie mémorielle de la région Grand Est, elle publie un nouvel ouvrage historique ([1944-1945, Struthof, un camp pour épurer l'Alsace](#), La Nuée bleue, paru le 21 mars 2025). L'Histoire avec un grand H résonne parfois curieusement avec l'histoire intime. C'est en écrivant son premier ouvrage que la chercheuse a trouvé la force d'affronter la relation d'emprise qu'elle subissait depuis vingt ans. On pourra retrouver son histoire dans la presse régionale et nationale.

Sujet connexe. Pourquoi avoir attendu 80 ans pour compter les "Nomades" persécutés en France pendant la Seconde Guerre mondiale ? La base de données collaborative [NOMadeS](#), mise en ligne en décembre 2024, a pour but de compter, mais surtout de nommer les victimes de cette persécution. [Lire l'article](#).



SANTE

Se préparer aux futures crises sanitaires

Pour faire face aux maladies infectieuses émergentes, Santé publique France, l'ANRS-MIE et l'Anses renforcent leur collaboration dans le cadre du Consortium Emergen et accentuent ainsi l'approche "une seule santé" pour faciliter le partage des données de séquençage entre les différents acteurs et mieux se préparer aux futures épidémies et crises sanitaires. [Lire l'article](#).

Repères alimentaires

L'Anses publie deux expertises sur les régimes végétariens. Dans la première, elle a étudié les bénéfices et risques pour la santé associés aux régimes végétariens. Pour cela, elle a réalisé une revue systématique des études épidémiologiques. Dans la seconde, elle a proposé des repères alimentaires spécifiques pour les personnes qui suivent un régime végétarien ou qui souhaiteraient l'adopter. L'objectif est de leur permettre d'optimiser leurs apports nutritionnels en tenant compte de leurs habitudes alimentaires et en limitant leur exposition aux contaminants. [Lire l'article](#).

Précarité et santé

Le Crédoc (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie) a réalisé une enquête "[Comportements et attitudes alimentaires en France](#)" entre 2021 et 2023. Elle révèle que les ménages précaires ont une alimentation moins diversifiée mais également une moins bonne connaissance des recommandations alimentaires de santé publique que la moyenne. 10 % des Français sont en situation de précarité alimentaire. Le Crédoc qualifie de personnes en situation de précarité alimentaire celles déclarant ne pas manger toujours suffisamment. [Lire l'article](#).

France Assos Santé

L'Assemblée Régionale de France Assos Santé Grand Est aura lieu le 23 avril 2025 de 9h30 à 16h30 à l'Hôtel Mercure Nancy Gare. C'est un rendez-vous annuel important, riche en rencontres et en échanges où il est non seulement fait état de l'activité de l'année passée et des projets de l'année en cours mais c'est aussi l'occasion d'échanges sur tous les sujets de santé qui préoccupent les uns et les autres. Les adhérents des associations membres sont tous bienvenus.

Christelle Ratignier-Carbonnel, Directrice Générale de l'ARS Grand Est, viendra introduire la journée et échanger avec les associations agréées du système de santé. Cette année, l'Assemblée Régionale Ordinaire sera suivie de l'Assemblée Régionale Elective, pour renouveler le Comité Régional et le Bureau.

[Formulaire d'adhésion 2025](#). [Inscription à l'Assemblée Régionale](#). [Candidater au Comité régional](#). [DPI pour candidater au Bureau](#). [Pouvoir](#)



SOLIDARITES

L'urgence sociale, au congrès de l'Uccas

L'Union nationale des Centres Communaux d'Action Sociale a tenu son congrès du 26 au 28 mars 2025 à Chambéry. Dans son [discours d'accueil](#), Luc Carvounas, Président de l'Uccas, maire d'Alfortville, a évoqué l'inquiétude des élus au social, alors que le budget 2025 prévoit plus de 2 milliards d'euros de coupes budgétaires pour les collectivités territoriales. Les congressistes pointent la décorrélation entre transfert de compétences par l'Etat et moyens afférents. [Les communes ont-elles vocation à faire toujours plus à la place de l'Etat ?](#)

Obligation d'activité des allocataires du RSA

Suite à [la plénière du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale](#) (CNLE) qui a eu lieu le 11 mars 2025 et à la prise de parole d'Astrid Panosyan-Bouvet, ministre chargée du Travail et de l'Emploi, les associations du Collectif ALERTE rappellent leurs désaccords sur les principes mêmes de la réforme du RSA et alertent sur les conditions de sa mise en œuvre. [C'est à lire ici.](#)

Pour une Sécurité sociale de l'alimentation

Depuis 2019, les membres du [collectif pour une Sécurité sociale de l'alimentation](#) échangent, construisent et portent un projet de société à la hauteur des enjeux agricoles et alimentaires. Forts de travaux bien plus anciens, ils partagent leurs expériences, leurs convictions et leurs points de vue pour essayer de penser les institutions d'une socialisation de l'agriculture et de l'alimentation, seule voie selon eux à même de répondre aux urgences démocratiques, sociales et écologiques auxquelles nous sommes confrontés.



EDUCATION

Semaine de l'éducation financière

Du 17 au 23 mars 2025, se tenait la 13^e édition de la [Semaine de l'éducation financière](#), sur le thème "Ne suis pas n'importe qui pour tes finances, privilégie la vigilance". L'objectif de cette semaine est d'inciter les enfants et les adolescents à s'intéresser aux questions budgétaires et financières. Visionnez la conférence de lancement : "[Jeunes, réseaux sociaux et investissements : un trio gagnant ?](#)"

Pour tous, pour les familles, la Banque de France a réalisé le portail "[Mes questions d'argent](#)" en étroite collaboration avec les acteurs associatifs, institutionnels, professionnels impliqués dans la pédagogie budgétaire, économique et financière.

L'éducation aux réseaux sociaux

TikTok, c'est plus de 15 millions d'utilisateurs mensuels en France et de nombreux enfants de 12 ans et moins possèdent un compte, alors même que le réseau social est normalement interdit aux moins de 13 ans. C'est aussi le réseau social à la politique de modération la plus opaque et très probablement la plus inefficace. L'Assemblée a créé une commission d'enquête sur les effets psychologiques de cette application d'origine chinoise sur les mineurs. "Outre les effets addictifs de la plateforme provoquant un déficit de sommeil, des troubles de l'attention (et) une sédentarité", l'algorithme peut "avoir des conséquences encore plus dangereuses", comme le harcèlement, les risques de dépression, l'anxiété, souligne la résolution. Sept familles avaient porté plainte contre TikTok en novembre 2024. Quatre nouvelles familles en France ont déposé plainte en mars 2025 : deux d'entre elles pleurent la mort de deux adolescentes de 12 et 16 ans qui se sont suicidées, les deux autres doivent gérer l'état de dépression de leurs enfants victimes du caractère additif de l'application.

Orientation

L'orientation est une question centrale pour les jeunes et leur famille. Tout parent souhaite que son enfant ou son adolescent réalise ses aspirations et s'épanouisse dans la société d'aujourd'hui et de demain. Mais il n'est pas toujours simple, pour les adolescents, de se projeter dans un monde en mouvement et pour les familles de les accompagner dans cette phase de transition vers l'âge adulte. Comment soutenir son jeune dans son parcours ? Comment se repérer dans un système éducatif et utiliser les procédures d'orientation, d'affectation et d'admission pas toujours simples à comprendre ? L'Onisep a publié un [guide à destination des parents sur l'accompagnement à l'orientation](#).



LOGEMENT

Évolution du nombre de logements dans le Grand Est

Les chiffres de l'Insee indiquent une hausse du parc de logements malgré une population stable dans la région Grand Est. Mais ces chiffres cachent des disparités en fonction des territoires. Si le nombre de logements évolue à un rythme proche du nombre d'habitants en Alsace et dans le sillon lorrain, d'autres départements sont plus marqués par la diminution de la population (les Ardennes, la Marne, la Haute-Marne, les Vosges, le sud de la Meurthe-et-Moselle et l'est de la Moselle). La Meuse et la Haute-Marne sont les départements où la taille des ménages se réduit le plus. [Lire l'article](#).

Impayés de loyer

Ce 31 mars prend fin la période de trêve hivernale interdisant les expulsions locatives pouvant résulter notamment d'une succession d'impayés de loyer. Si vous avez une dette de loyer envers votre propriétaire et que vous venez de recevoir un commandement de payer, ne laissez surtout pas cette situation se dégrader et réagissez au plus vite. Brice Duhr, de l'association CNL 67, délivre ses conseils face à cette situation dans l'émission [Instant Conso](#).

Quartiers : un comité interministériel des villes le 17 avril

Ville & Banlieue et six autres associations d'élus ont appelé le gouvernement le 13 mars 2025 à Épinay-sous-Sénart, à "se saisir dans la durée des enjeux liés aux quartiers prioritaires et de l'égalité territoriale". Leurs inquiétudes portent notamment sur l'avenir de la rénovation urbaine. La ministre de la Ville, Juliette Méadel, annonce un prochain comité interministériel des villes (CIV) le 17 avril 2025 à Montpellier, avec la promesse d'un faisceau "d'actions concrètes et suivies", tandis que la ministre du Logement, Valérie Létard, ambitionne de s'appuyer sur l'Europe pour consolider les finances de l'Anru. [Lire l'article](#).

Jean-Louis Borloo, qui avait suscité en 2018 beaucoup d'espoir parmi les élus de banlieue, avec son "plan de bataille" finalement mis de côté par l'exécutif, a considéré, avec son franc-parler habituel, que "tout se déglingue". Il alerte notamment sur un risque de démantèlement d'[Action Logement](#), aujourd'hui organisme paritaire et premier financeur des programmes de rénovation urbaine.

Politique de la ville

La ministre de la Ville, Juliette Méadel, était en visite le 20 mars 2025 dans les Ardennes. Au centre social Aymon Lire de Bogny-sur-Meuse, elle a pu rencontrer des mères de famille, des femmes souvent seules, bénéficiant du programme de réussite éducative, qu'elle entend développer en s'appuyant notamment sur l'expérience ardennaise. "Je veux faire de la Cité éducative du collège Le Lac (à Sedan) un exemple pour toute la France", a-t-elle ainsi déclaré. Lire [l'appel à candidature pour la campagne nationale de subventions 2025 de la politique de la ville](#) (date limite de réception des dossiers : le 18 avril 2025).

Un cycle de qualification sur le Fonds de Participation des Habitants

La circulaire du 1^{er} juillet 2024 réaffirme l'importance de soutenir les initiatives des habitants et met en avant le fonds de participation (FPH) comme un outil essentiel dans les quartiers de la politique de la ville. Cependant, en Grand Est, ce fonds semble méconnu et sa mise en place souvent nébuleuse. L'ORIV lance un cycle de qualification sur le sujet en trois séances : le 1^{er} avril 2025 (le FPH: règles du jeu et périmètre d'action), le 22 avril 2025 (structure porteuse, montage financier et mise en place) et le 20 mai 2025 (le FPH à l'épreuve des faits). [C'est par ici](#).

Retrouvez toute l'actualité de la politique de la ville, repérée et compilée dans [le scoop.it du Réseau national des centres de ressources de la politique de la ville](#).

Rapport d'activités 2024 du Défenseur des Droits

Les 140 996 réclamations et demandes d'informations et orientations reçues par l'institution et les travaux réalisés au cours de l'année 2024 traduisent, une nouvelle fois, une augmentation des atteintes aux droits en France. Alors que les discriminations augmentent, l'ampleur du taux de non-recours témoigne d'un renoncement face à la promesse républicaine d'égalité. C'est pourquoi Claire Hédon, la Défenseure des droits, en rendant public le 25 mars 2025 le rapport d'activités 2024 de l'autorité administrative indépendante, appelle à un sursaut collectif pour prévenir et lutter contre les discriminations. Les délégué.es bénévoles du Défenseur des Droits sont au plus près des citoyens pour recevoir (gratuitement) les réclamations dans les [permanences de proximité](#). Ils et elles sont là également pour assurer la promotion de leurs missions et compétences à toutes les structures locales souhaitant bénéficier d'une information. C'est ainsi qu'entre autres interventions, les délégué.es de Nancy ont pu échanger les 24 et 25 mars 2025 avec deux sections locales des Lions Clubs, puis le 29 mars lors de la Journée des Francas 54 à Vaudigny. En liens : le [Rapport annuel d'activité 2024](#) ; [Rapport annuel d'activité 2024 - dossier de presse](#)



EMPLOI

Évaluation des entreprises d'insertion par le travail indépendant

Un rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) établit une évaluation de [l'expérimentation concernant les entreprises d'insertion par le travail indépendant](#), introduite par la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel. Celle-ci vise à permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, d'exercer une activité professionnelle, en bénéficiant d'un service de mise en relation avec des clients et d'un accompagnement socioprofessionnel, réalisés par une entreprise d'insertion par le travail indépendant.

Forum de l'Emploi et de l'Alternance

Troyes Champagne Métropole organise un [forum de l'emploi et de l'alternance](#) réunissant ses partenaires entreprises et organismes de formation. Informez-vous sur les dernières offres d'emploi et postulez dans les différents secteurs d'activité du territoire, le 3 avril 2025, de 10h à 18h, au Cube, Boulevard Delestraint, à Troyes.



CONSOMMATION

Parlement et Conseil européens s'accordent sur la révision de la directive Déchets

Un accord en trilogue a été obtenu sur [la révision ciblée de la directive-cadre sur les déchets](#), qui vise à réduire les déchets alimentaires et textiles. Le texte prévoit que les États membres devront réduire, d'ici à 2030, de 10% la production de déchets alimentaires lors de la phase de transformation/fabrication des produits. Il vise également à renforcer le don d'invendus propres à la consommation pour réduire ce gaspillage. *Sans transition...*

L'apparition de nouveaux modes de sépultures : l'état du Droit

De nouveaux modes de sépultures apparaissent : l'aquamation, l'humusation, la promession. Ils sont, certes, plus écologiques, mais ces méthodes, très éloignées de nos méthodes traditionnelles de sépultures, posent de nombreuses questions juridiques et éthiques. [Un article paru sur le site village-justice](#) détaille ces nouvelles pratiques et en analyse les modalités et situations au regard du Droit.

EN BREF.... MAIS IMPORTANT

✓ A quoi ressemblerait une France à + 4 C ? Dans un rapport publié le 26 mars 2025, Météo-France décrit le futur climatique du pays si les politiques climatiques actuelles se poursuivent. Le [Plan national d'adaptation au changement climatique \(PNACC\)](#) apparaît bien insuffisant pour faire face aux enjeux dévoilés ici, selon [l'avis du Haut Conseil pour le climat](#), instance consultative indépendante. [Lire l'article](#). [Télécharger l'infographie](#).

✓ Un récent [rapport de la Commission européenne](#) alerte sur une situation "critique" des cours d'eau en raison de la pollution, notamment à cause du mercure et des PFAS, les polluants dits éternels. [Lire l'article](#).

✓ Les Strasbourgeois, champions du tri des biodéchets. À Strasbourg, ce sont 15 kg de déchets alimentaires qui sont collectés par an et par habitant, bien plus que les 12 kg attendus. Le déploiement des bornes de collecte est en cours d'achèvement. [Lire l'article](#).

✓ Clément Beaune remplace François Bayrou à la tête du [Haut-Commissariat au plan](#). L'ancien ministre des affaires européennes et des transports dirigera une institution fusionnée avec [France Stratégie](#), chargée des réflexions prospectives du gouvernement.

✓ Chaynesse Khirouni, présidente du Département de Meurthe-et-Moselle, a rencontré Isabelle Sancerni, présidente de la Caisse nationale d'allocations familiales, pour renforcer le partenariat, notamment autour de l'expérimentation [Territoire zéro non-recours](#), mais aussi autour de la [Maison des femmes à Nancy](#) et les [crèches des 1000 premiers jours](#) pour lutter contre les inégalités de destin et permettre à chacune et chacun de s'émanciper.

✓ Les EHPAD relevant du secteur privé lucratif (SPL) révèlent des pratiques souvent néfastes au bien-être des résidents au nom de la rentabilité. Une [note stratégique](#), publiée par le Labo de l'ESS, formule des propositions concrètes pour mieux répondre aux besoins des personnes concernées.

✓ Dans un [rapport](#) présenté le 13 mars 2025, deux sénatrices proposent "des pistes méthodologiques pour un recours adapté, éthique et durable à l'IA" dans les collectivités locales. [Lire l'article](#).

✓ Aujourd'hui en France, 13 millions d'entre nous n'ont pas accès à la lecture. L'Alliance pour la lecture se mobilise pour que la lecture constitue un facteur essentiel d'inclusion sociale, de cohésion, d'émancipation. [Lire l'article](#).

✓ 11% des jeunes sortent de leur obligation de formation avec des difficultés qui affectent leur autonomie dans la vie quotidienne. L'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme (ANLCI) lance "BASIQUE !", un appel à projets pour mieux communiquer en direction des 16-29 ans. Voir [le cahier des charges](#) et [la fiche-candidature](#).

✓ Au vu du succès de la première édition, Citoyens & Territoires Grand Est, revient en 2025 pour une 2^{ème} édition de la "Journée de celles et ceux qui font bouger les territoires", autour des futurs désirables et de la participation citoyenne. Rendez-vous le 23 mai à Malzéville (54). Les [inscriptions sont ouvertes ici](#) et le [programme ici](#).

✓ Association : participez à l'Observatoire local de la Vie Associative en Alsace. Après une première enquête menée en 2021 auprès des associations alsaciennes, une seconde édition de cette enquête est en cours actuellement, afin de mieux connaître les associations du territoire et ainsi mieux les défendre. [C'est à lire ici](#).

✓ L'association de consommateurs CLCV a mené [une enquête](#) sur le prix des trajets en TER en France, révélant que les billets en plein tarif sont plus élevés dans le Grand Est. La Région défend sa politique tarifaire, mettant en avant sa carte de réduction Fluo, la moins chère de France. [Lire l'article](#).

✓ Lancé en mars 2024, le logo [Origin'Info](#) est destiné à indiquer l'origine géographique des trois principales matières agricoles entrant dans la composition d'un produit alimentaire. Aujourd'hui, seules quelques marques jouent le jeu. [Lire l'article](#).

1945-2025 : 80 ans de représentation familiale

L'Unaf, les Udaf et Uraf : unis pour les familles